

COMMUNIQUE DE PRESSE

Spécial « L'économie verte et le changement climatique : Atouts et défis »

Le Centre Marocain de Conjoncture a le plaisir de vous annoncer la parution de sa dernière publication mensuelle « Maroc Conjoncture » n° 333. Il s'agit d'un spécial portant sur l'économie verte et le changement climatique : Atouts et défis, dont voici les principaux axes :

La Croissance Verte : Pour une économie prospère, respectueuse de l'environnement et socialement inclusive

La croissance verte vise à favoriser une croissance économique durable, au bénéfice de tous et compatible avec la préservation des actifs naturels. Portée initialement par des organisations internationales, une transition verte bien menée offre, selon celles-ci, un moteur puissant pour le développement économique et la création d'emplois. Elle est par ailleurs inéluctable, au vu des menaces que représente le changement climatique pour l'économie et la stabilité des entreprises et des communautés.

Les plans de relance post Covid devraient être mis à profit pour favoriser une croissance verte à même d'améliorer la situation environnementale tout en stimulant l'activité économique et en accroissant le bien-être de tous.

Processus de Décarbonation de l'Industrie : Entre exigences du marché et contraintes de compétitivité

Les exportations marocaines sur le marché européen devront faire face à l'avenir à une nouvelle mesure non tarifaire relative à l'empreinte carbone. La taxe carbone, instituée pour la promotion de l'économie verte dans les économies partenaires, devra grever la compétitivité des produits exportés dans un environnement fortement concurrentiel. La menace sur les exportations marocaines vers l'UE sera d'autant plus pesante que les pays concurrents prennent suffisamment d'avance s'agissant de la conformité de leurs produits aux nouvelles exigences en matière d'émissions de gaz à effet de serre. On relèvera cependant que le Maroc ne part pas tout à fait dépourvu dans cette course à la compétitivité. La stratégie de développement des énergies renouvelables lancée il y a plusieurs années commence à produire ses premiers résultats et devra même se consolider davantage à l'avenir. Le programme « Tatwir-Croissance Verte » initié dernièrement en faveur des TPME pour soutenir l'effort de décarbonation de l'industrie s'inscrit dans le cadre de cette stratégie.

Promesses de la Nouvelle Campagne Agricole et au-delà : Génération Green

Outre le déficit pluviométrique coutumier, le secteur agricole a eu à souffrir, au cours de la campagne passée, des lourds méfaits de la pandémie coronarienne. La production céréalière n'a représenté que 40% de la moyenne de la dernière décennie et les produits agricoles phares (agrumes, fruits frais...) ont été sérieusement impactés par la crise, dans un recul significatif des exportations agroalimentaires. Toutefois et en dépit du péril ambiant, l'agriculture marocaine a pu faire preuve de résilience, soutenue en cela par les acquis consolidés du plan Maroc Vert (PMV), pour assurer un niveau d'offre et d'approvisionnement acceptables du marché national en produits agricoles. L'alerte a cependant été suffisante pour souligner l'urgence de fortifier le capital humain et pérenniser la durabilité du développement agricole. C'est chose faite avec la nouvelle stratégie dénommée " Génération Green 2020-2030". Cette dernière a pour vocation de renforcer des filières agricoles afin de hisser le PIB agricole au-delà de 200 milliards de dirhams à l'horizon 2030 tout en doublant la valeur des exportations du secteur pour les porter au-delà de 60 milliards de dirhams.

Finance verte au Maroc : Des avancées indéniables mais beaucoup reste à faire

Depuis la Conférence de Stockholm de 1972, les dangers du réchauffement climatique focalisent l'attention de l'opinion publique internationale. Ainsi, si le Sommet de la Terre de Rio a dégagé un consensus sur le concept du Développement Durable, les différentes Conférences des Parties (COP), notamment celle tenue à Paris en 2015 a pris la double décision historique de réduire de manière drastique le réchauffement climatique et de faire de la promotion des financements verts le levier idoine pour y arriver. A cet effet, les organisations internationales (ONU, FMI, etc.) soulignent la nécessité d'aligner les systèmes financiers aux plans national et international, sur les enjeux du développement durable, sans quoi les engagements pris pour la lutte contre le changement climatique et l'éradication de la pauvreté à horizon 2030 ne pourront pas être tenus.

Conscient de l'importance de la problématique du climat, le Maroc a mis en place une Stratégie Nationale de Développement Durable (SNDD) qui cible une réduction des émissions de gaz à effet de serre de 42% à horizon 2030, et élaboré une feuille de route pour inciter son système financier à faire la promotion de la Finance Verte. Cependant, et malgré les efforts louables fournis le chemin à parcourir est encore long au regard des besoins en financements verts estimés pour le Maroc à plus de 50 Milliards USD.

Le Maroc Face au Stress Hydrique : Des risques actuels et potentiels

Depuis de nombreuses années, le Maroc a mis en oeuvre une stratégie de développement mettant en valeur ses ressources en eau. Mais son positionnement géographique, l'émergence des problèmes de l'environnement et l'accroissement de sa population l'ont mis face à une croissance rapide des besoins en eau et des risques de plus en plus menaçants de la dégradation de ses ressources hydriques et de leur incapacité de répondre, à l'avenir, aux besoins des usagers. La stratégie adoptée par le pays a d'abord été orientée vers l'accroissement de l'offre à travers la construction des barrages mais le problème récurrent des périodes de sécheresse ont conduit les responsables à se pencher autant sur la gestion que sur la mobilisation des ressources.

Transition énergétique : Quelles perspectives à l'horizon 2030 ?

Le Maroc demeure fortement dépendant au plan énergétique de ses approvisionnements à l'extérieur. Les besoins en matière d'énergie sont couverts par les importations à hauteur d'une proportion moyenne dépassant 90 %. Cette situation a de multiples implications tant au plan des équilibres économiques qu'au plan financier. Elle peut même en cas de forte hausse des prix avoir des répercussions au niveau du pouvoir d'achat et de la stabilité sociale. Dans le but de réduire cette dépendance, le Maroc s'est engagé dans un vaste programme d'investissement pour le développement des énergies renouvelables. Ce programme vise à répondre aux besoins croissants de l'économie tout en veillant à la préservation du capital naturel. Le Maroc projette dans ce cadre couvrir la demande d'électricité par les énergies renouvelables à hauteur de 52 % à l'horizon 2030.

**Pour toutes informations complémentaires, veuillez contacter le CMC au 05 22 39 50 72 à 75
Email: cmconjoncture@menara.ma – Site web: www.cmconjoncture.ma**